

C-223

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-223

An Act to amend An Act for the Recognition and Protection of
Human Rights and Fundamental Freedoms and to amend
the Constitution Act, 1867

FIRST READING, APRIL 10, 2006

MR. BREITKREUZ

C-223

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-223

Loi modifiant la Loi ayant pour objets la reconnaissance et la
protection des droits de l'homme et des libertés
fondamentales et la Loi constitutionnelle de 1867

PREMIÈRE LECTURE LE 10 AVRIL 2006

M. BREITKREUZ

SUMMARY

The purpose of this enactment is to provide a greater measure of protection in the *Canadian Bill of Rights* for the property rights of both individuals and corporations.

The enactment also amends the *Constitution Act, 1867* to provide that the passing by the House of Commons of a bill introduced in that House may require the votes of two thirds of the members of the House.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'assurer aux personnes physiques et aux personnes morales une meilleure protection du droit de propriété sous le régime de la *Déclaration canadienne des droits*.

Le texte modifie également la *Loi constitutionnelle de 1867* afin de prévoir que l'adoption des projets de loi, à la Chambre des communes, puisse exiger un vote majoritaire des deux tiers des députés.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-223

PROJET DE LOI C-223

An Act to amend An Act for the Recognition and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and to amend the Constitution Act, 1867

Loi modifiant la Loi ayant pour objets la reconnaissance et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la Loi constitutionnelle de 1867

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1960, c. 44

AN ACT FOR THE RECOGNITION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS AND FUNDAMENTAL FREEDOMS

LOI AYANT POUR OBJETS LA RECONNAISSANCE ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

1960, ch. 44

1. Paragraph 1(a) of *An Act for the Recognition and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms* is replaced by the following:

1. L'alinéa 1a) de la *Loi ayant pour objets la reconnaissance et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales* est remplacé par ce qui suit :

(a) the right of the individual to life, liberty and security of the person, and the right not to be deprived thereof except by due process of law;

a) le droit de l'individu à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, ainsi que le droit de ne s'en voir privé que par l'application régulière de la loi;

2. The portion of section 2 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

2. Le passage de l'article 2 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Construction of law

2. Every law of Canada shall, unless it is expressly declared by an Act of Parliament that it shall operate notwithstanding the *Canadian Bill of Rights*, be so construed and applied as not to abrogate, abridge or infringe or to authorize the abrogation, abridgment or infringement of any of the rights or freedoms recognized and declared in section 1, and in particular, no law of Canada shall be construed or applied so as to

2. Toute loi du Canada, à moins qu'une loi du Parlement ne déclare expressément qu'elle s'appliquera nonobstant la *Déclaration canadienne des droits*, doit s'interpréter et s'appliquer de manière à ne pas supprimer, restreindre ou enfreindre l'un quelconque des droits ou des libertés reconnus et déclarés à l'article 1, ni à en autoriser la suppression, la diminution ou la

Interprétation de la législation

transgression, et en particulier, nulle loi du Canada ne doit s'interpréter ni s'appliquer comme :

3. The Act is amended by adding the following after section 2:

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

Right to enjoy property	2.1 (1) Subject to subsections (2) and (3), every person has the right to the enjoyment of that person's property.	2.1 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), chacun a le droit à la jouissance de ses biens.	Droit à la jouissance de ses biens
Right not to be deprived of property	(2) Subject to subsection (3), every person has the right not to be deprived of that person's property unless the person (a) is accorded a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice, and (b) is paid fair compensation in respect of the property, and the amount of that compensation is fixed impartially and is paid within a reasonable amount of time after the person is deprived of the property.	(2) Sous réserve du paragraphe (3), chacun a le droit de ne pas être privé de ses biens sans avoir eu la possibilité d'être entendu lors d'une audition impartiale selon les principes de justice fondamentale et sans être adéquatement indemnisé de sa perte, le montant de l'indemnité étant établi de manière impartiale et payé dans un délai raisonnable après la dépossession du bien.	Droit de ne pas être privé de ses biens
Limitation	(3) The rights set out in this section are guaranteed subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.	(3) Les droits énoncés dans le présent article sont garantis et ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.	Restriction
Enforcement of property rights	(4) A person whose rights, as set out in this section, have been infringed or denied may apply to a court of competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers appropriate and just in the circumstances.	(4) Toute personne victime de violation ou de négation des droits énoncés dans le présent article peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances.	Recours en cas d'atteinte au droit de propriété
Exception where express declaration	2.2 (1) Subject to subsection (2), any law of Canada that is inconsistent with section 2.1 is, to the extent of the inconsistency, of no force or effect unless it is expressly declared in an Act of Parliament that the law shall operate notwithstanding section 2.1 of the <i>Canadian Bill of Rights</i> .	2.2 (1) Sous réserve du paragraphe (2), toute loi du Canada incompatible avec l'article 2.1 est inopérante dans la mesure de cette incompatibilité, à moins qu'il ne soit expressément déclaré dans une loi du Parlement que telle loi s'applique indépendamment de l'article 2.1 de la <i>Déclaration canadienne des droits</i> .	Dérogation par déclaration expresse
Exception where express declaration	(2) Where an Act of Parliament contains a declaration referred to in subsection (1) and that declaration purports to apply generally to laws of Canada or to a class of such laws described in general terms, that declaration is not an express declaration within the meaning of that subsection.	(2) Lorsqu'une loi du Parlement comporte une déclaration visée au paragraphe (1) qui dit s'appliquer de façon générale à l'ensemble des lois du Canada ou à une catégorie de celles-ci définie en termes généraux, cette déclaration n'est pas expresse au sens de ce paragraphe.	Dérogation par déclaration expresse

Five-year limitation	(3) A declaration referred to in subsection (1) shall cease to have effect five years after it comes into force or on such earlier date as may be specified in the declaration.	(3) La déclaration visée au paragraphe (1) cesse d'avoir effet à la date qui y est précisée ou, au plus tard, cinq ans après son entrée en vigueur.	Durée de validité
Re-enactment	(4) Parliament may re-enact a declaration referred to in subsection (1).	(4) Le Parlement peut adopter de nouveau une déclaration visée au paragraphe (1).	5 Nouvelle Charte 33(4)
Five-year limitation	(5) Subsection (3) applies in respect of a re-enactment made under subsection (4).	(5) Le paragraphe (3) s'applique à toute déclaration adoptée en vertu du paragraphe (4).	Durée de validité
	4. Subsections 5(1) and (2) of the Act are replaced by the following:	4. Les paragraphes 5(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	10
Savings	5. (1) Nothing in Part I shall be construed to abrogate or abridge any human right, <u>property right</u> or fundamental freedom not <u>set out</u> therein that may have existed in Canada <u>on August 10, 1960</u> .	5. (1) Aucune disposition de la partie I ne doit s'interpréter de manière à supprimer ou à restreindre l'exercice d'un droit de l'homme, d'un droit de <u>propriété</u> ou d'une liberté fondamentale non <u>énoncés</u> dans <u>cette partie</u> 15 qui peuvent avoir existé au Canada <u>le 10 août 1960</u> .	Clause de sauvegarde
Definition of "law of Canada"	(2) The expression "law of Canada" in Part I means	(2) <u>Dans</u> la partie I, « loi du Canada » s'entend :	Définition de « loi du Canada »
	<u>(a) an Act of Parliament enacted before, on or after August 10, 1960 or any order, rule or regulation thereunder, and, for the purposes of section 2.2, includes any act taken pursuant to a power granted by that Act or any order, rule or regulation thereunder that is taken on or after the coming into force of this subsection; and</u> 25	<u>a) d'une loi du Parlement, édictée avant le 10 août 1960, à cette date ou après celle-ci ou de tout texte d'application de cette loi et, pour l'application de l'article 2.2, de tout acte accompli en vertu des pouvoirs conférés par cette loi ou de tout texte d'application de celle-ci pris à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après celle-ci;</u> 25	
	<u>(b) any law in force in Canada or in any part of Canada on August 10, 1960 that is subject to be repealed, abolished or altered by Parliament and, for the purposes of section 2.2, includes any act taken pursuant to a power authorized by that law that is taken on or after the coming into force of this subsection.</u> 30	<u>b) de toute loi en vigueur au Canada ou dans une partie du Canada le 10 août 1960 qui est susceptible d'abrogation ou de modification par le Parlement et, pour l'application de l'article 2.2, de tout acte accompli, en vertu des pouvoirs conférés par cette loi, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après celle-ci.</u> 35	
	5. The Act is amended by adding the following after section 5:	5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :	35
Amending procedure, etc.	6. The passing by the House of Commons of any bill introduced in or presented to that House shall require the votes of at least two thirds of the members of the House if the bill	6. La Chambre des communes ne peut adopter, sauf par un vote à la majorité des deux tiers des députés, un projet de loi qui :	Procédure de modification
	<u>(a) contains an express declaration that a law of Canada shall operate notwithstanding section 2.1 of the <i>Canadian Bill of Rights</i>;</u> 40	<u>a) soit contient une déclaration expresse portant qu'une loi du Canada s'applique indépendamment de l'article 2.1 de la <i>Déclaration canadienne des droits</i>;</u>	40

(b) amends or repeals section 2.1, 2.2 or 5 or this section or delegates the power to amend or repeal any of those sections; or

(c) re-enacts a declaration referred to in subsection 2.2(1).

b) soit modifie ou abroge les articles 2.1, 2.2 ou 5 ou le présent article ou délègue le pouvoir de modifier ou d'abroger l'une ou l'autre de ces dispositions;

c) soit adopte de nouveau une déclaration 5 visée au paragraphe 2.2(1).

30 & 31 Victoria, c. 3 (U.K.)

CONSTITUTION ACT, 1867

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867

30 & 31 Victoria, ch. 3 (R.-U.)

6. The Constitution Act, 1867 is amended by adding the following after section 49:

6. La Loi constitutionnelle de 1867 est modifiée par adjonction, après l'article 49, de ce qui suit :

Exception

49.1 Notwithstanding sections 48 and 49, an Act of Parliament may provide that the passing by the House of Commons of a bill introduced in or presented to that House shall require the votes of at least two thirds of the members of the House of Commons.

49.1 Par dérogation aux articles 48 et 49, une loi du Parlement peut exiger que tout projet de loi déposé ou présenté à la Chambre des communes soit adopté par celle-ci à la majorité des deux tiers des députés.

Exception

49.2 Notwithstanding sections 48 and 49, it shall not be lawful for the House of Commons to pass a bill that proposes to amend or repeal section 49.1 or this section or to delegate the power to amend or repeal either of those sections unless at least two thirds of the members of that House vote to pass the bill.

49.2 Par dérogation aux articles 48 et 49, il n'est pas loisible à la Chambre des communes d'adopter, sauf par un vote à la majorité des deux tiers des députés, tout projet de loi visant à modifier ou à abroger l'article 49.1 ou le présent article ou à déléguer le pouvoir de modifier ou d'abroger l'un ou l'autre article.